

# LA COMMUNE DE PARIS

## MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

ON S'ABONNE A PARIS :

AUX DE RIVOLI, 46.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser pour l'administration au citoyen Sobrier, directeur-gérant ;  
Pour la rédaction au citoyen CASASSON, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 46. (Affranchir.)

On trouve au Bureau du journal, et gratuitement, les listes de tous les candidats qui se présentent à l'élection. Les citoyens qui voudraient se renseigner sont priés d'y passer; ce sera leur patriotisme qui leur indiquera les hommes pour lesquels ils devront voter.

Les renseignements que nous recevons sur un grand nombre de candidats à l'Assemblée nationale sont d'une nature telle, que nous croyons devoir immédiatement prendre l'engagement de publier la biographie détaillée de tous les citoyens élus.

La Commune de Paris accueillera tous les renseignements précis qui lui seront communiqués dans le but d'aider à cette publication. Nous faisons à cet égard appel au patriotisme des bons citoyens.

### AVIS IMPORTANT.

Notre numéro de samedi a publié, relativement aux impôts sur le luxe, un article dont les conclusions sont en désaccord complet avec nos principes. Cet article n'a passé que par inadvertance.

On comprendra que pendant ces jours de lutte il y ait eu quelquefois défaut d'harmonie dans notre journal. A l'avenir le contrôle le plus sévère surveillera les matières, et le citoyen Sobrier se charge de maintenir l'unité du journal, assisté d'un comité de rédaction qu'il a institué.

Paris, 23 avril.

### AUX ÉLECTEURS.

Nous nous sommes déjà expliqués sur la manière dont nous entendons la composition de l'Assemblée constituante. Nous avons demandé avant tout qu'on ne procédât pas par voie d'exclusion. Dans un article intitulé : *les Socialistes*, nous émettions le souhait que tous ceux qui ont cherché à améliorer le sort de l'homme, n'importe à quelle doctrine ils appartinssent, fussent portés d'emblée dans le sein de l'Assemblée constituante, bon gré malgré. La France ne peut être que sociable : nous appelons tout le monde.

Il importe que tous les éléments de la société se trouvent à la représentation nationale. Toutes doctrines doivent être mises en demeure de se produire. Le grand jour fera justice des mauvaises et mettra les bonnes à leur véritable place. De la discussion jailliront les nouveaux aperçus, qui feront tomber le voile de l'avenir et luiront au loin sur la route des sociétés. Nous sommes convaincus que la presque totalité des élections se rangera à notre opinion. Elle sait qu'il s'agit de donner à la France le bienfait difficile d'une constitution, de fonder la République pure, d'assurer le règne du peuple. Il n'y a que l'œuvre de tous qui puisse approcher de la perfection.

Électeurs, songez à l'avenir. Le passé était la discorde, la lutte, l'antagonisme des principes; l'avenir c'est la fusion des esprits, la convergence des théories; l'avenir c'est l'unité.

Sachez qu'il n'y a pas d'idée radicalement mauvaise. L'aberration la plus monstrueuse de l'esprit humain est encore respectable; elle contient un germe de vérité qui peut grandir et se développer pour le bien de tous.

Le mal absolu n'existe pas, mais bien l'ignorance, et l'ignorance ne prévaudra jamais contre les assauts conjurés de toutes les intelligences, contre l'union de tous les cœurs.

Ces réflexions nous sont suggérées par certaines listes exclusives où nous avons été surpris de ne pas trouver les noms de citoyens tels que Béranger, Lamennais, Lamartine, Ledru-Rollin, Louis Blanc, etc. Ces noms ont été sans doute abandonnés à l'élection des départements; mais ils sont tels que Paris leur conservera éternellement sa reconnaissance.

La conciliation c'est la synthèse; la synthèse c'est la vie.

Citoyens, vous serez à la hauteur de la circonstance : grâce à vous, la France aura une Assemblée capable de résoudre les plus graves problèmes qu'agite aujourd'hui la société.

SOBRIER.

La Commune de Paris a donné dans son numéro d'hier la liste des candidats du Comité révolutionnaire, représentant le Club des clubs, et en même temps une deuxième liste. Des citoyens nous ayant demandé pourquoi certains noms ne s'y trouvaient pas, nous devons nous expliquer à cet égard. Il y a des citoyens qui seront portés dans les départements par un si grand nombre de suffrages, que nous avions jugé préférable d'attirer les votes de Paris sur des patriotes qui avaient moins de chances ailleurs, et il ne faut pas oublier que c'est à Paris surtout que les suffrages peuvent être portés sur des socialistes et des ouvriers. Nous devons déclarer cependant que notre intention n'a jamais été d'exclure des noms tels que ceux de Béranger, Lamartine, Lamennais, etc., qui sont à la fois révolutionnaires et socialistes. Si, pour faire place

à ces noms, des citoyens désirent en retrancher d'autres de la liste du Comité révolutionnaire, nous désirons que l'on commence par le nôtre; nous sommes toujours prêts à nous effacer complètement dans notre désir de voir la France grandement et dignement représentée.

La Commune de Paris est dévouée aux intérêts républicains et socialistes. Elle a fait sa cause de la cause du peuple. Mais en même temps elle respecte, dans son application la plus sainte, le droit de libre suffrage, l'initiative du peuple. La Commune de Paris ne prétend imposer ni patronner aucune liste; elle a communiqué plusieurs listes qui lui ont été apportées par des citoyens et par le Comité révolutionnaire. Elle croit de son devoir d'en soumettre de nouvelles aux citoyens. C'est à eux, dans leur intelligence et leur patriotisme, à choisir leurs candidats. Le peuple de février a montré dans toutes les circonstances tant de patriotisme, tant de force et tant d'intelligence, que nous ne pouvons que nous ranger d'avance du côté de son choix, sûrs que nous sommes du résultat patriotique du scrutin.

Nos lecteurs sont peut-être curieux de connaître les nombreux chefs d'accusation que les réactionnaires de toutes sortes portent contre nous. Les voici :

Sobrier, enlèvement de 500,000 fr. à la préfecture de police;  
Comité de salut public, 46, rue de Rivoli;  
Forçats libérés soudoyés;  
Intention d'assassiner Lamartine;  
Reproduction des doctrines de Babeuf;  
Catilina, Marat, réssuscités;  
Guillotine en permanence, avec une armée de six cents hommes.

Nous invitons de nouveau tous les citoyens à nous visiter. Nous serons heureux de les recevoir et de les éclairer sur tous ces bruits calomnieux. Nous leur expliquerons ce qu'une pareille manœuvre cache de perfidie, et ils n'en douteront pas quand ils sauront que ces bruits émanent de l'Assemblée nationale, journal éminemment réactionnaire, de l'aveu même de ses rédacteurs.

Nous n'attacherons jamais aucune importance aux lettres anonymes que nous recevons tous les jours. Nous méprisons de telles attaques; aux imputations sérieuses nous serons toujours prêts à répondre.

Quant aux menaces de nous assassiner, nous pensons bien qu'elles ne peuvent venir que des réactionnaires de toutes nuances. Nous sommes tout prêts à les recevoir, et nous les craignons peu.

Nous nous étions engagés, dès la formation du journal, à donner le compte-rendu des clubs et à publier la liste des candidats présentés par le Club des clubs et les corporations d'ouvriers.

Nous conservons, du reste, toute notre indépendance.

SOBRIER.

### AU PEUPLE.

C'est aujourd'hui que tu es appelé à exercer tes droits de souverain.

Aujourd'hui, tu vas conférer le mandat qui doit faire les législateurs de la France et du monde; de tes choix dépend l'avenir!

La réaction cherche à t'enlancer dans le réseau de ses intrigues; elle cherche à te souffler des inspirations funestes; elle veut te donner ses représentants pour renverser la République ou l'escamoter à son profit.

Tu vaincras ces ruses infernales en n'envoyant à l'Assemblée nationale que des républicains sincères et éprouvés, que des citoyens aussi élevés par le cœur que par l'esprit. Ceux-là te donneront la République pure, le droit au travail et le bien-être pour tous. Avec eux, plus de castes, plus de privilèges; tous sont réhabilités, tous sont libres, et la fraternité sera réalisée.

Avec les autres, tu n'auras que les privations de toute espèce, les déboires... Vous serez trente-quatre millions d'hommes exploités par une petite aristocratie cupide, refoulés encore dans la misère et dans la faim. Pour faire justice des intrigants, des réactionnaires et de toutes les sangues du peuple, il faudra ressaisir vos armes et livrer de nouveaux combats.

Entre ces deux perspectives, peuple, tu vas choisir! Cinq noms surtout sortiront de l'urne : Béranger! Lamartine! Lamennais! Ledru-Rollin, Louis Blanc! Ces noms sont à la fois révolutionnaires et socialistes.

Union. — Droit. — Devoir.

Veillons tous.

Vive la République!

SOBRIER.  
46, rue de Rivoli.

### SIMPLES QUESTIONS AU CITOYEN CRÉMIEUX.

Comment se fait-il que le citoyen d'Argout, un des plus complaisants ministres de Louis-Philippe, soit encore à la tête de la Banque?

Comment se fait-il que le citoyen Dupin, l'homme constitutionnel par excellence, le représentant de ce qu'il y a de plus bourgeois et de rétréci en fait de vues sociales, soit encore procureur général à la cour de cassation?

La République veut, avant tout, des mains républicaines pour être édifiée. Le peuple, absorbé par les plus hauts intérêts, ne songe pas à chasser du temple les vendeurs qui y furent oubliés le jour de la tempête. La mission des journaux est de lui rappeler qu'il n'a nul service à attendre de ceux qui furent pendant dix-huit ans ses ennemis. Nous demandons la destitution des citoyens d'Argout et Dupin.

Le citoyen Jean Reynaud vient de publier un rapport sur les moyens de répandre l'instruction primaire en France. A ce sujet, nous espérons que le citoyen Carnot laissera des traces durables de son passage au ministère de l'instruction publique. La position des quarante mille instituteurs de France appelle des améliorations notables, immédiates. Nous ne demandons pas aujourd'hui des sacrifices pécuniaires; nous voulons seulement que ces modèles d'abnégation, ces obscurs martyrs de la civilisation, retrouvent enfin l'indépendance morale que réclament la grandeur de leurs fonctions. Après le prêtre, l'instituteur est le pontife du village; il a donc le droit de marcher à ses côtés son égal et non son sujet, comme cela arrive en beaucoup trop d'endroits. En outre, il a charge d'apprendre à lire aux enfants du paysan et non de chanter au lutrin, même avec une voix désagréable. Que les attributions du curé et de l'instituteur soient dès aujourd'hui nettement définies; il est temps de faire cesser de déplorables empiètements funestes à l'individu, funestes à la société. Puisse notre cri parvenir jusqu'au citoyen Carnot : c'est celui de quarante mille citoyens qui se joignent à nous pour demander justice! il y va des plus hauts intérêts.

### LA GUERRE EST CERTAINE.

Un Français arrivé de Londres aujourd'hui tout exprès pour informer le Gouvernement provisoire de ce qui se trame contre la France, à l'insu de son représentant dans cette capitale, nous fournit de tristes détails sur les dispositions de l'Angleterre à notre égard.

Les Anglais, nous l'avons déjà dit, sont nos ennemis naturels. Ce qu'on nous rapporte le prouve bien.

On arme à Londres, à Southampton, à Plymouth, à Portsmouth. Les levées de marins s'exécutent, et l'aristocratie anglaise fait les frais de ces armements.

Les ministres de Victoria s'inspirent des haines des Guizot, des Duchâtel, des Metternich, et fidèle à ses principes, la vieille Angleterre se prépare à jouer la France.

Les ambassadeurs de Russie, de Prusse et d'Autriche complètent cette entente *très-cordiale* à notre sujet, et bientôt une nouvelle *sainte-alliance* des rois contre les peuples sera parfaitement organisée.

Les Français ne peuvent plus se montrer dans les rues de Londres sans s'y voir insulter par la populace. Que va dire M. Lamartine? Que fera-t-il?

Et nunc intelligite, populi!  
(Le Monde républicain).

On pense généralement que le résultat définitif des scrutins sera connu dans deux ou trois jours. C'est une erreur. L'armée doit voter, et en vertu des art. 37 et 38 de l'instruction du 8 mars, le résultat des votes des divers corps sera compris dans le recensement général des votes de chaque département. Il faut donc que les procès-verbaux de chaque chef de corps soient connus pour que les représentants puissent être proclamés.

Pour la dernière fois nous répondrons aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Nous ne pouvons ainsi chaque jour continuer une polémique où, de notre part, il n'y a que des erreurs matérielles à relever. Ainsi la note communiquée à l'Assemblée Nationale en contient une presque à chaque ligne; relevons-les :

Ligne 2. « D'après une décision du Club révolutionnaire... » Il n'existe pas de Club révolutionnaire, à notre connaissance. Il y a un Club de la Révolution, dont Barbès est président; un Comité révolutionnaire, dont A. Huber est président. Ce Comité représente le Club des clubs. Les lignes qui suivent ne sont que le développement de cette erreur.

Ligne 17. « Ce qui est plus remarquable, c'est que les ouvriers qui se sont fait entendre avec succès dans ce club (de l'Homme-Armé) n'ont pas trouvé grâce devant le sombre républicanisme du Club des clubs, présidé par le citoyen Sobrier. »

Sobrier n'a jamais présidé le Club des clubs. Longepied en a été le président provisoire lors de sa formation; A. Huber en est le président définitif.

Quant au sombre républicanisme qu'on reproche à ce club, l'épithète revient de droit à la très-grande majorité des clubs de Paris, qui prennent part aux délibérations du Club des clubs par les délégués qu'ils y ont envoyés. Ce club est entièrement et uniquement formé des délégués des autres clubs.

Ligne 20. Mais voilà qui est bien plus curieux : « Le président... » Quel président? Sobrier?... On vient de voir qu'il ne l'a jamais été.

Ligne 22. « Pour se rendre immédiatement, comme délégué, au Club révolutionnaire, 46, rue de Rivoli... » Jamais il n'y a eu de club, 46, rue de Rivoli; bien plus, nous venons de dire qu'il n'existe pas de Club révolutionnaire.

Lignes 23, 24 et suiv. « Elle a pénétré chez M. So-



brier malgré les hommes de garde, qui avaient voulu l'en empêcher... Le délégué avait vainement réclamé une copie de la liste qui devait se trouver au Club révolutionnaire...

On le voit, toujours le citoyen Sobrier traité en président d'un club qui n'existe pas.

L'auteur de cette note communiquée à l'Assemblée nationale termine sa communication par un injurieux à ce que l'on croit. Il est peu familier encore, à ce qu'il paraît, avec les mœurs des francs et sincères républicains. Quand ils descendent dans la lice électorale, c'est toujours pour y combattre à armes courtoises, et la corruption ne fut jamais de leur bord.

Dorénavant, nous nous abstenons de toute réponse à l'Assemblée nationale. Nous avons été, nous osons le dire, pleins de franchise, de loyauté dans notre polémique : nos adversaires n'en pourront jamais dire autant. Nous nous sommes abstenus de personnalités, parce que nous qui voulons la liberté illimitée de la presse, nous voulons aussi qu'elle sache se respecter. C'est par des personnalités, par des accusations calomnieuses et perfides que nous avons été attaqués.

Dorénavant les principes auront seuls le droit de nous occuper.

Nous faisons appel à tous les employés patriotes des divers ministères pour qu'ils aient à nous signaler les abus à réprimer et les réformes à faire.

En 1789, la bourgeoisie comptait dans l'Assemblée constituante autant de représentants que la noblesse et le clergé réunis.

En 1848, les ouvriers travailleurs dans la même proportion... siègeront-ils ?

Nous reproduisons un appel patriotique aux électeurs de Paris qui nous est communiqué par un vieux démocrate éprouvé par toutes les révolutions au milieu desquelles s'est dégagée la destinée pure et brillante de la France.

#### CITOYENS,

Vous tous ouvriers de la pensée et de la mise en œuvre, qui avez préparé et accompli la dernière révolution ; vous tous qui avez sincèrement applaudi au grand événement qui vous a rendu vos imprescriptibles droits ; vous tous, hommes de cœur et d'action, sur qui la République peut toujours compter ; vous tous, enfin, Républicains sincères qui, comme nous sœurs, avez juré de vivre libres ou de mourir, écoutez, en ce moment suprême, la voix d'un vieux démocrate, ayant déjà assez vécu pour assister à la chute de cinq trônes, et qui a pu méditer sur les hauts enseignements que l'histoire de nos soixante dernières années a légués au genre humain tout entier.

Les élections des représentants de la France à l'Assemblée nationale vont se faire. Jamais une aussi grande manifestation de l'opinion publique ne fut préparée sous des circonstances aussi graves, aussi difficiles.

La réaction royaliste s'est montrée au grand jour : enhardie par la modération dont tous les actes du Gouvernement provisoire ont été empreints, modération caractéristique de la force et non de la faiblesse ; enhardie par quelques fautes et quelques choix maladroits, que les hommes placés provisoirement au timon de la chose publique ont pu faire : enhardie surtout par la magnanimité des vainqueurs à l'égard de tous ceux qui avaient besoin de s'abriter sous le drapeau de la République, la réaction a levé la tête, elle a étouffé ses projets tristes et libéraux.

Comme aux approches du 13 vendémiaire et du 18 fructidor, ces hommes qui n'ont jamais pu s'associer franchement à notre sainte devise : *Liberté, Egalité, Fraternité* ; les royalistes, puisqu'il faut les appeler par leur nom, marchent au renversement de la République : comme à ces deux tristes époques de notre histoire, ils cherchent à atteindre leur but avec les mots de République incessamment à la bouche ; c'est sous les couleurs de la liberté qu'ils voudraient nous ramener à l'esclavage ; déjà ils ont leurs journaux, leurs clubs, leur cri de ralliement.

Voilà, Citoyens, dans quelles circonstances inouïes vont se faire les élections de l'Assemblée nationale.

Les clubs populaires pouvaient rendre de grands services à la cause de la liberté ; trop multipliés et sans aucune cohésion entre eux, ils ont nui à la chose publique par un excès d'ardeur. Chacun d'eux a voulu faire sa liste de candidats ; chacun a voulu y comprendre les hommes, bons ou mauvais, qui gravitaient dans sa sphère ; de là cette multiplicité de listes et de noms sur lesquels l'attention publique se dissémine. Ajoutons encore que chaque journal s'est cru obligé de patronner et de recommander ses propres et très-nombréux candidats.

C'est ainsi que l'excès du patriotisme a créé en quelque sorte le chaos dans les élections, principalement à Paris.

Groyez-le bien, Citoyens, les ennemis secrets et patents de la République se réjouissent entre eux de voir ainsi s'exhaler, se perdre, dans la multiplicité des clubs, l'ardeur des bons citoyens, ils rient des innombrables candidats qui sont présentés au choix du peuple ; ils ne doutent pas que les voix des républicains, de tous ceux qui veulent la République, ne s'éparpillent, ne s'égarer même en se portant sur tant d'hommes plus ou moins connus dans leur cercle et recommandés à des titres si divers.

Quant à eux, ils ont choisi leurs candidats dans le recueillement ; vous les verrez voter pour ceux-là seulement qu'ils ont déjà élus par la pensée, et ils voteront comme un seul homme, quelles que soient les nuances diverses dont se compose le parti que je vous signale.

Imitons-les dans leur marche si habilement combinée ; simplifions les élections ; et pour cela, commençons, citoyens, par mettre de côté ces listes trop nombreuses, qui nous seraient présentées. Rejetons surtout celles qui seront remises aux électeurs patriotes tout imprimées ou lithographiées. Il ne faut pas que quelques noms sortent de l'urne sous le manteau des autres ; il faut surtout que l'intérêt personnel, même celui des bons citoyens, se taise en présence de l'intérêt général. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions porter à la Représentation nationale des hommes éclairés, francs républicains, et capables de remplir la haute mission qui va leur être confiée.

Simplifions, facilitons donc la tâche des électeurs, en réduisant toutes ces listes à leur juste valeur. Présentons au peuple des noms qu'il connaisse ; faisons un de ces choix qui puisse réunir l'assentiment général des amis de la République, un de ces choix qui les domine tous, et devant lequel les petites ambitions, comme celle plus louable des bons citoyens, aient à s'incliner. Puis, votons tous comme un seul homme pour ces citoyens d'élite, ayant donné des gages constants à la cause de la liberté, et nous aurons contribué à sauver la sainte cause de la République, que nous aimons jusqu'à la plus entière abnégation de notre individualité.

Il est temps de comprendre que Paris, étant la tête et l'âme de la République naissante, c'est surtout à Paris qu'il faut lui procurer un triomphe éclatant. Que c'est de Paris que dépend le sort de la France et du monde. Il est temps de comprendre que si la réaction avait le dessus dans la capitale à l'égard des élections seulement, le lendemain les réactionnaires attaqueraient ouvertement la République ; qu'il faudrait de nouveau descendre dans la rue, le fusil à la main ; que la guerre civile deviendrait inévitable ; que si les contre-révolutionnaires pouvaient être les maîtres de Paris, la civilisation rétrograderait de plusieurs siècles ; au lieu de devenir toute républicaine, l'Europe arriverait bientôt à être toute cosaque.

Citoyens qui voulez la République, c'est-à-dire la liberté, l'égalité, la fraternité, le progrès, choisissez ! Le sort de la France, celui du monde qui vous contemple, est entre vos mains !

Voici les noms que le vieux démocrate vous désigne : ceux que soient ceux que vous adoptiez, vous ne pourriez faire que de bons choix. Votez donc en masse pour ces noms-là, et la cause de la liberté sortira triomphante de l'urne électorale :

LÉONARD GALLOIS.

Nous lisons l'article suivant dans la *Démocratie pacifique* :

#### LA VIANDE POUR LE PEUPLE.

« Le Gouvernement provisoire vient de rendre un décret qui supprime l'octroi sur la viande de boucherie à l'entrée de Paris.

« Cette mesure mérite toute approbation, et nous félicitons le Gouvernement de l'avoir prise.

« Mais il ne faudrait pas croire qu'elle eût pour résultat nécessaire une diminution bien sensible du prix de la viande à Paris.

« La valeur vénale des bestiaux va baissant constamment depuis la Révolution de Février, et cependant le prix de la viande n'a pas varié.

« La raison en est simple. Le nombre des bouchers de Paris est limité, et rien ne leur est plus facile que de s'entendre pour ne pas vendre au-dessous d'un certain prix.

« Pour empêcher pareille coalition de la part des boulangers, l'administration publie tous les quinze jours une taxe à laquelle ils sont obligés de livrer le pain. Cette garantie a été jugée nécessaire pour maintenir l'aliment indispensable à un prix équitable et modéré.

« La viande doit devenir aussi un aliment de première nécessité et n'a pas moins droit à la sollicitude de l'administration. La ville doit veiller à ce que le revenu dont elle se prive n'aille pas grossir le bénéfice des bouchers au lieu de profiter aux consommateurs.

« Quel est le meilleur moyen d'atteindre ce but ?

« Faut-il rendre libre l'industrie de la boucherie et laisser à la concurrence le soin de pondérer les prix ?

« La boucherie est une de ces industries qui doivent être soumises à une rigoureuse surveillance dans l'intérêt de la salubrité publique. Si la boucherie est libre, cette surveillance, déjà difficile aujourd'hui, le deviendra bien davantage et exigera une augmentation très-considérable de personnel.

« Faut-il soumettre la viande à une taxe comme le pain ?

« Cette mesure soulèverait dans la pratique d'assez grandes difficultés et ne serait qu'incomplètement efficace.

« Le seul moyen de garantir le consommateur de viande contre l'exagération des prix, c'est, ainsi que nous l'avons souvent répété, l'établissement d'une boucherie communale ayant des succursales dans tous les quartiers.

« Une boucherie établie et administrée par la ville donnerait toutes les garanties de qualité et de salubrité ; elle publierait chaque semaine, comme régulateur, son prix courant, qui serait le plus bas possible, puisqu'elle n'aurait à prélever que ses frais d'administration. Cet établissement, du reste, n'entraverait en rien l'industrie privée. Il se bornerait à la maintenir par la concurrence dans des limites de modération et à empêcher une spéculation éhontée.

« Un tel établissement n'aurait rien d'inusité d'ailleurs. Plusieurs villes ont des boucheries de ce genre. Besançon la sienne depuis longtemps. L'établissement d'une boucherie communale à Turin remonte à près d'un siècle, et il produit les plus heureux résultats. Une boucherie communale à Paris est le complément obligé de l'arrêté qui vient d'être pris par le Gouvernement provisoire dans le but de faire entrer la viande pour une plus grande part dans l'alimentation du pauvre. »

Nous ne pouvons qu'applaudir à des souhaits si légitimement philanthropiques. Espérons que le Gouvernement les exaucera : « Le pain, a dit Saint-Just, est le droit du peuple. » Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis que cette simple et grande parole est sortie de la bouche du fameux révolutionnaire, et elle n'a pas encore reçu la consécration du fait. Le Gouvernement provisoire, bien qu'il n'ait que quelques jours à vivre, continuera à prendre l'initiative des mesures destinées à réhabiliter matériellement tous les citoyens. Après lui, l'Assemblée nationale devra s'occuper activement de l'alimentation du peuple. Les penseurs qu'elle comptera dans son sein, esprits pratiques et spéculatifs, auront sans doute l'intelligence de la situation, sauront s'élever à une vue assez haute du passé et de l'avenir pour asseoir enfin le bien-être de la France sur ses véritables bases. Ils n'oublieront pas que la presque totalité de la population urbaine mal logée, mal vêtue, joint à ces inconvénients funestes celui

d'une détestable nourriture. Le pain sec, la charcuterie, de mauvais fromage, une liqueur atroce, tels sont les aliments avec lesquels nos héroïques travailleurs soutiennent leur chétive existence.

La population rurale, qui compte 25 millions d'individus, n'est pas mieux rétribuée : mal logée dans des habitations où ne peut plus malsaines, elle couche sur un sol humide souvent détrempé par l'humidité, à côté d'animaux immondes, exposée aux intempéries de l'air derrière un mur de torchis. Elle aussi, elle vit chèrement de viandes salées, de fruits secs, de maigres poissons. La nourriture substantielle, telle que le bœuf, lui est en général inconnue ; elle ne mange pas de volaille. En beaucoup d'endroits, le vin lui manque pour sustenter des corps affaiblis par un labeur de douze, seize, dix-huit heures. C'est une existence d'airain, monotone, accablante, dont le rocher de Sisyphus ou la roue d'Ixion peuvent seuls donner une idée. Compression absolue des facultés intellectuelles, affaiblissement rapide de la force physique, que résulte-t-il de là ? Quand vient l'heure du recrutement, vous voyez paraître devant vous des corps chétifs et amaigris, des visages d'enfants greffés sur des corps vénales. Vous demandez, des hommes, et l'on vous donne des pygmées. Pour remplir les cadres, il faut monter jusqu'aux numéros les plus élevés. Il est temps d'arrêter cette dégénération rapide de la population française.

Comment cela ? Par une organisation du travail bien entendue (remarquez que nous ne demandons pas la réalisation des chimères, mais seulement des améliorations notables, progressives), par une exploitation du sol, telle que la richesse de la France étant considérablement accrue, tous les citoyens aient jusqu'à ce jour au joug de fer de la matière pourront enfin relever la tête vers le ciel et marcher tous d'un pied libre vers l'accomplissement de leurs destinées.

Nous avons, il y a quelque temps, démontré par des calculs d'une précision incontestable que le sol de la France pourrait nourrir le double de la population actuelle par la quantité de ses céréales et le nombre de ses bestiaux. Cela est l'avenir ; cela ressemble à un rêve à l'heure qu'il est. Que le Gouvernement s'attache à le convertir en vérité. Quelques années suffisent pour cela. En attendant, l'essentiel est de traverser le plus commodément possible la période de transition. Les bestiaux nous manquent ; les appelés de l'étranger seraient exportés encore une grande partie du numéraire. L'ex-roi a, comme chacun sait, singulièrement facilité à son profit l'émigration des écus. La conjoncture est difficile. Toutefois nous avons lieu de croire que les citoyens qui nous gouvernent trouveront dans leur sagesse les moyens de vaincre les inconvénients de la situation.

#### CORRUPTION ÉLECTORALE.

Des faits nombreux nous sont déjà parvenus sur les moyens indignes employés par les réactionnaires pour influencer les élections. Nous nous bornerons ce soir à citer les deux suivants qui nous ont été affirmés par un citoyen recommandable.

Vers 8 heures du soir, place Saint-Sulpice, au coin de la rue du Pot-de-Fer, un jeune professeur ayant dit dans un groupe qu'il allait faire son bulletin, fut accosté par un individu qui lui proposa cinq francs pour voter pour Lacordaire. Une réponse énergique mit en fuite le misérable. D'autres personnes arrivées au bruit déclarèrent que cet homme faisait le même métier depuis trois heures.

Plus loin, on excitait des ouvriers à boire, et on les engageait à ne pas donner leur voix à Ledru-Rollin.

Nous engageons les citoyens à ne rien négliger pour s'emparer de ces agents de corruption et les livrer à l'autorité.

Demain nous continuerons le récit de ces coupables manœuvres.

Le citoyen Chilman a entre les mains sept cartes d'électeur délivrées au même citoyen Martineau, cinq cartes au même citoyen Cantrel. Quel est le but ?

On a eu soin de ne pas remplir toutes les qualifications, on a eu le soin aussi d'indiquer le vote dans des locaux différents. Enfin on a armé de toutes pièces deux électeurs pour voter l'un sept fois, l'autre cinq.

Dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, le citoyen Antoine Baron, rue de Seine, 42, inscrit pour la garde nationale il y a cinq semaines, s'est vu refuser sa carte d'électeur par suite d'une confusion de prénoms commise par les employés entre plusieurs homonymes qui habitent la même rue.

#### DONS PATRIOTIQUES.

La garde républicaine, compagnie dite de la Révolution, a déposé entre les mains du citoyen préfet de police la somme de 153 fr. au profit des ouvriers sans travail.

Au milieu des embarras financiers dont chacun est atteint, on remarque avec bonheur que les ouvriers continuent de s'imposer des retenues sur le produit de leur travail. Le citoyen Jules Tréfontaine, fabricant de gants, à Chaumont (Haute-Marne), fait remettre à la préfecture de police la somme de 170 fr., montant d'une journée de travail des ouvriers employés dans ses ateliers. Quatre convertis en argent, donnés à la République par ce digne citoyen, étaient joints à cette somme.

Les ouvriers du chantier de Rochecardon viennent de donner une nouvelle preuve des généreux sentiments qui les animent. A la somme de 103 fr. qu'ils ont déjà versée à la caisse des dames chargées de l'organisation du travail des femmes, ils viennent d'ajouter celle de 110 fr.

(Le Peuple souverain de Lyon.)

Les garçons brasseurs de la ville de Lille ont déposé hier à la mairie la somme de 4,337 fr., produit d'une collecte faite parmi eux, pour être employée par le bureau de bienfaisance à venir en aide aux ouvriers sans travail.

Les dons recueillis dans le 4<sup>e</sup> bataillon de la garde nationale en faveur des ouvriers sans travail se sont élevés à la somme de 107 fr. 60 c., qui a été versée à la mairie.

(Le Peuple.)



## Actes officiels.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

L. gouvernement provisoire.  
Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes,  
Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. L'art. 14 de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée est applicable aux élèves du collège de France.

En conséquence, les élèves du collège de France seront considérés comme ayant satisfait à l'appel, et comptés numériquement en déduction du contingent à former, moyennant les conditions imposées par le même article aux élèves de l'école polytechnique.

Art. 2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 22 avril 1841.

Les membres du Gouvernement provisoire.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre de la guerre, chargé par intérim du ministère de la marine et des colonies,  
Arrête ce qui suit :

La démission offerte par M. Tupinier du titre et de l'emploi de membre du conseil d'amirauté, est acceptée.

Paris, le 17 avril 1848.

F. ARAGO.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire

Décrète :

Une commission sera chargée de présenter un rapport sur les questions relatives au cumul des fonctions publiques salariées.

Cette commission sera composée des sous-secrétaires d'Etat ou secrétaires généraux, ou chefs de divisions, choisis par chaque ministre dans les différents services.

Elle sera présidée par le citoyen Flocon, membre du Gouvernement provisoire.

La commission se réunira au ministère des finances.  
Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 22 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DE PARIS.

Citoyen maire,

A l'occasion d'une revue d'ouvriers des ateliers nationaux qui devait avoir lieu, les rumeurs les plus fausses ont été répandues, et l'on a été, dans certaines réunions publiques, jusqu'à porter une accusation de corruption électorale contre la mairie de Paris.

Je tiens à honneur de repousser une aussi indigne accusation.

Le Gouvernement provisoire avait, depuis plus de quinze jours, décidé que cette revue serait passée par le ministre des travaux publics et le maire de Paris. De délai en délai, la date en avait été fixée au 22 avril. La politique n'avait absolument rien à faire dans un acte de ce genre; mais il a suffi qu'on pût supposer même une intention d'influence électorale, pour que cette revue fût contremandée et renvoyée après les élections.

La liberté complète de suffrages est la première garantie de la souveraineté du peuple. Le Gouvernement provisoire n'a rien négligé pour l'assurer.

Le maire de Paris a pris, pour son compte, les plus minutieuses précautions pour que ce droit sacré fût exercé avec une entière indépendance. Avec le suffrage universel, tout citoyen qui vote ne doit avoir qu'une inspiration et un juge : c'est sa propre conscience.

Peser sur cette conscience par une pression extérieure serait à mes yeux un outrage à la dignité humaine comme à la liberté. Ce n'est pas moi qui me rendrai coupable d'un tel excès, et je repousse toute accusation de cette nature comme une infâme calomnie.

Salut et fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire,  
maire de Paris. ARMAND MARRAST.

Nous avons sous les yeux la profession de foi du général Dubourg, candidat à l'Assemblée nationale. C'est là une de ces candidatures que l'on est heureux d'appuyer.

L'un des chefs du mouvement populaire en juillet 1830, le général sut prendre une initiative qui contribua à la victoire. Depuis, victime de Louis-Philippe, qui n'avait pu souffrir la parole d'un homme libre, il donna dans sa circulaire le noble exemple d'une conviction calme, établie en dehors des passions étroites. Homme de progrès et de connaissances étendues, il énumère les réformes nombreuses auxquelles son concours est assuré. Il veut réorganiser sur des bases vraiment démocratiques l'armée et la marine : « On a le droit de penser, dit-il, que le département de la marine avait été organisé dans la pensée secrète d'empêcher la France de posséder une marine de guerre capable de se faire respecter. »

Comprenant l'importance de l'agriculture, il se préoccupe des moyens de la régénérer, et déplore l'encombrement des villes où d'innombrables populations manufacturières se portent sans cesse au détriment des campagnes qui manquent de travailleurs.

Nous ne pouvons qu'approuver vivement les vues larges et éclairées du général Dubourg. — Sa profession de foi est l'œuvre d'un républicain sincère et d'un homme remarquable à tous égards; elle lui assure les voix de tous les patriotes ardents qui veulent comme lui la fusion de tous les intérêts dans l'intérêt national.

## Départements.

**Eure-et-Loir.** — De tous les points du département nous recevons des lettres qui nous prouvent que le parti réactionnaire n'épargne aucune démarche, aucun moyen pour faire adopter ses candidats par les électeurs. Ses courtiers électoraux parcourent les campagnes, et ce sont pour la plupart les mêmes hommes que l'on voyait jouer ce rôle sous le dernier gouvernement.

Il y a, nous dit-on, alliance complète entre les anciens conservateurs et les légitimistes. Une liste de candidats dont l'origine n'est un mystère pour personne et sur laquelle figure le nom du docteur Trouseau, drapeau de la coalition, circule de tous côtés. C'est cette liste que prônent les courtiers dont nous parlons. Beaucoup de curés de campagne ont entrepris également une croisade en sa faveur, et quelques-uns même l'ont recommandée en chaire.

Pour lutter contre une telle coalition, il est indispensable que les vrais patriotes, que les amis de la République n'éparpillent pas leurs suffrages sur un trop grand nombre de candidats; il est indispensable qu'ils fassent taire tout esprit de coterie, toute animosité, toute puérile question de localité.

Nous espérons encore que le clergé de nos campagnes ne se fera pas l'instrument servile des intérêts ou des passions de ses chefs. Il est temps que le clergé devienne national et remplisse ses devoirs de bon citoyen. Il faut qu'il sache bien que la voie rétrograde de l'obscurantisme et du jésuitisme est fermée à tout jamais. La République doit le délivrer du joug qui pèse sur lui, et il travaillera contre ses propres intérêts en favorisant des candidatures de personnages évidemment hostiles à son affranchissement.

(Glaucur d'Eure-et-Loir.)

— Nous croyons utile, à propos des idées de fédéralisme qui se réveillent dans quelques départements, de reproduire les réflexions suivantes empruntées à l'*Armée républicaine*. C'est une leçon à l'adresse des alarmistes et des réactionnaires. Que les premiers y voient l'absurdité et le ridicule de leurs craintes, que les derniers y puisent un avertissement :

« De deux choses l'une, ou il faut se soumettre, ou marcher sur Paris et aller rejoindre les 5,000 bonnets à poil qui ont protesté. Soumettez-vous donc et de bonne grâce, vous qui protestiez du fond du cœur contre la République, vous qui la subissez comme une cruelle nécessité. — Le peuple a subi les dix-huit années d'oppression qui ont pesé sur lui. Hier c'était votre tour, aujourd'hui c'est le sien. »

« Mais surtout gardez-vous d'envoyer à la chambre des représentants partageant vos idées rétrogrades; ils seraient refoulés comme le juste milieu de la milice bourgeoise. Envoyez-y de bons patriotes, des républicains sages et éclairés, qui puissent diriger la révolution et la maintenir dans une voie large et progressive. Si vos sympathies ne sont pas avec eux, la prudence vous en fait une loi. Ne forcez pas le peuple de Paris à recommencer sa révolution. »

**Haute-Garonne.** — Ceux qui n'osent avouer à la face du pays leurs tendances réactionnaires n'épargnent rien, du moins, pour les faire triompher, pour assurer le succès des hommes chargés de défendre leurs principes. Au lieu d'agir loyalement, de proposer aux populations leurs candidatures avec une profession de foi où personne ne puisse se méprendre, ils ont recours à de sourdes menées, à des manœuvres électorales qui répugneraient aux hommes d'honneur. Ce qui, par exemple, se reproduit le plus souvent, est d'inscrire en tête de leur liste quelque nom républicain bien connu, bien éprouvé. C'est à l'aide d'un pareil subterfuge qu'ils espèrent jeter de la poudre aux yeux et faire passer les objets de leur prédilection. Nous avons eu maintes fois l'occasion de signaler ces adroites menées dans cette chronique des départements; aujourd'hui encore nous lisons dans le *Constituant* de Toulouse une nouvelle preuve de ce que nous disons :

« On voyait ces jours-ci sur les murs de Toulouse une affiche portant ces mots, dont il est facile d'apprécier l'intention perfide : *Comité central populaire*. Cette affiche contenait une liste de candidats, lesquels, sauf trois ou quatre noms, sont étrangers à la liste du Comité central du département. Les électeurs ne se prendront pas à des pièges aussi grossiers. En compagnie du nom du commissaire général, par exemple, mettre celui d'un candidat dont toutes les chances se résument en de ridicules prétentions, cela peut bien satisfaire la vanité du moment; mais on ne saurait trop blâmer, en y réfléchissant un peu, ces petites manœuvres indignes d'un homme sérieux et qui veut entrer par la bonne porte dans la vie publique. Nous reviendrons sur ce sujet avec plus de détails, et nous précisons. »

— Une lettre de M. Vivien, ancien député, aujourd'hui vice-président du conseil d'Etat, adressée à l'un de ses amis d'Amiens, contient cette phrase qui emprunte une grande signification au caractère et de la position de celui qui l'a écrite : « Envoyez-nous des républicains; plus vous en enverrez, plus les membres de l'Assemblée nationale seront fermes et décidés dans leurs principes; plus vous aurez chance de préserver l'avenir de toute commotion nouvelle. C'est par des républicains que la République doit être constituée; c'est par eux seulement qu'elle peut être sauvée. »

(Journal de la Somme.)

— Nous trouvons dans un manifeste du Club des républicains démocrates de Saint-Quentin une protestation énergique contre les manœuvres de la réaction. Nous applaudissons aux efforts que font les patriotes sincères qui le composent pour combattre l'agitation coupable des ennemis cachés de la République.

— Les fêtes civiques et les plantations des arbres de la liberté se succèdent partout dans nos patriotes communes, aux acclamations de tous les citoyens. Les colonnes de notre journal ne suffiraient pas pour consigner les relations intéressantes qui nous sont adressées de toutes parts. Cependant nous nous plaisons à signaler les démonstrations des habitants de Saizerais, de Marbach, de Custines, de Bouxières-aux-Dames, de Villacourt, de Coyville. Notre correspondant nous informe que dans cette dernière localité, le maire ne se serait pas rendu au vœu général en cette circonstance et qu'il a refusé d'assister à la plantation de l'arbre de la liberté.

Il a été aussi résolu qu'un arbre de la liberté serait

planté très-prochainement dans la commune de Maxéville, aux portes de Nancy. Partout le clergé s'est empressé de s'associer à ces manifestations qui se gravent profondément dans l'esprit de nos populations.

(Impartial de la Meurthe et des Vosges.)

— L'Union déclame de plus fort en plus fort contre Ledru-Rollin.

Elle le repousse parce que toutes ses circulaires, dit-elle, ont prêché la violence, le mépris de la liberté. Or, de quel côté trouvons-nous la violence dans les actes? Chez ces conservateurs unis aux dynastiques qui font de tous côtés des émeutes bourgeoises pour ébranler la République. Qui a violé la liberté? Ces conservateurs que l'on a vus, à Foix, s'ameuter pour aller briser les presses d'un journal républicain.

Nous ne sommes pas les seuls à croire à la réaction.

On nous écrit de Phalsbourg, du 21 :

« La cause républicaine acquiert des forces en Allemagne. Déjà elle a frappé un coup décisif, remporté une première victoire. Vous savez que le député Hecker a proclamé, le 12, la République à Constance (ville principale du cercle du lac à Bade), et qu'il s'est mis en marche, avec une colonne de 5,000 hommes armés, pour se rendre à Carlsruhe, chasser le grand-duc et son ministère doctrinaire et établir la République de Bade. »

« Comme le gouvernement badois savait qu'il ne pouvait nullement compter sur ses troupes, dont la plupart avait déclaré ne pas vouloir tirer sur leurs frères, il appela en aide les troupes de Wurtemberg, de Hesse et de Bavière, et 25,000 hommes de troupes étrangères entrèrent de tous les côtés à Bade. »

« Cependant Hecker et ses braves républicains ne fléchirent pas devant les baïonnettes soldées, et la colonne républicaine se transporta sur Donauesschingen, d'où elle fut, le 16, forcée de se retirer devant 10,000 Wurtembergeois. »

« Les patriotes Struve et Weishaar réunissaient chacun 2,000 hommes, et ayant pris les quatre canons de Constance, ils se réunissaient à Hecker, qui, bivouaquant le 18 à Bonndorf, comptait déjà 6,000 combattants. »

« Le 19, il marcha par Kandern à Lorrach, pour se rendre maître de la tête du pont et faciliter ainsi le passage des légions allemandes de Paris, de Lyon et de Suisse, qui n'attendaient que le signal pour voler au secours de leurs frères. »

« Arrivé à Kandern, Hecker, qui avait détaché Weishaar avec 5,000 hommes et auquel il n'en restait plus que 5,000, trouva devant lui le général en chef Gagern avec trois escadrons badois, un bataillon de la garde badoise et un bataillon helsois, qui lui barrait le passage et le sommait de se rendre. »

« Pour toute réponse, Hecker commandait l'attaque. A la première décharge de ses 500 tireurs de l'Oberland, le général Gagern tomba mort, frappé par trois balles dans la poitrine; beaucoup de soldats tombèrent avec lui. Une fusillade vive s'engagea alors; mais comme les républicains étaient protégés par des arbres et des ravins, leur perte fut minime. Les dragons, furieux et voulant venger la mort du général, chargèrent; mais les insurgés se replièrent dans la forêt, où on n'osa pas les poursuivre, et les troupes, craignant de voir arriver des renforts, se retirèrent sur Eimeldingen. »

« Pendant ce temps, Weishaar avait occupé Lorrach et en avait chassé la garnison. Le passage du Rhin est ouvert, et au moment où nous écrivons ces lignes, la légion allemande de Paris, forte de 1,500 hommes, sous le commandement du poète républicain Georges Herwegh et dirigée par deux anciens militaires, les citoyens Charles Bornstein et Corvin, traverse le Rhin, tandis que le citoyen A. Becker, avec 1,000 démocrates allemands venant de Suisse, effectue le même passage. »

« Les forces des républicains montent ainsi à huit mille hommes, pleins de courage et d'ardeur, qui vont maintenant prendre l'offensive, repousser les troupes et marcher droit sur Carlsruhe pour en finir avec le gouvernement badois de Bade. »

« Espérons que ces vaillants patriotes réussiront. Que le Gouvernement de la République française ose maintenant hardiment remplir son devoir, en reconnaissant sans retard la nouvelle République de Bade, en la mettant sous son protectorat, pour empêcher toute intervention. »

« Une fois la République établie en Bade, toute l'Allemagne suivra, et alors seulement la France pourra compter sur une alliance sincère et durable au delà du Rhin. Il ne faut jamais oublier l'aveu naïf du député ultra-conservateur Pidal dans une des dernières séances du congrès espagnol, qui s'écriait avec triomphe : « Les monarchies resteront debout, et entourées des monarchies, la République française mourra bientôt asphyxiée. »

HENRI BORNSTEIN.

P. S. Une lettre que je reçois à l'instant de Strasbourg m'annonce que le 1<sup>er</sup> bataillon du 4<sup>e</sup> régiment d'infanterie badoise est passé du côté des insurgés.

L'impôt de 4 pour 100 est jugé par la Presse, cet organe factieux des capitalistes atteints par le décret, comme une des mesures les plus funestes pour le crédit, auquel un impôt sur la rente, conséquence, du reste, du système, porterait, dit le citoyen E. Girardin, un dernier coup mortel. Cet impôt sur la rente, nous le réclamons comme utile, nécessaire, indispensable.

Le Gouvernement provisoire a pu dire : « Seuls les capitalistes ont échappé à la nécessité des sacrifices. La justice veut que cette inégalité cesse. » Nous devons ajouter ce qu'il ne pouvait écrire, que les capitalistes étant les auteurs du désordre financier, il serait équitable qu'ils vinssent seuls au secours de la patrie, ruinée par leurs scandaleux agiotages. La Presse a pu oublier ce point de vue, nous le rappelons à son rédacteur en chef; quant au coup mortel dont on nous dit qu'est menacé le crédit, le coup que lui aura porté la révolution de février ne sera pas si terrible qu'il ne s'en relève sous peu. Jamais, dans un pays d'honnêteté et de confiance comme la France, les crises financières n'ont eu d'autres résultats qu'une réaction de grandeur et de prospérité. C'est ce que la Presse, si bien instruite de tout ce qui intéresse la gloire de la patrie, n'aurait pas dû ignorer.



Avant de les nommer, les avez-vous connus?

Citoyens, répondez à cette question pour tous les candidats que vous vous proposez d'élire, et gardez-vous, comme d'un crime, de faire représenter du PEUPLE un citoyen à qui vous pourriez hésiter de confier à l'occasion vos affaires personnelles les plus chères.

— Un journal de département contient les détails suivants :

« En un coin de la France, dans le département de l'Hérault, il existe, depuis longues années, une petite république, sous le nom de *Manufacture de Villeneuve*.

« Cette manufacture, avec le territoire qui en dépend, forme à elle seule une commune qui a quatre cents et quelques habitants.

« Les deux frères, qui sont seuls propriétaires de toute la commune, sont les présidents de cette république.

« Des employés probes et laborieux, choisis par eux avec discernement, tel est le personnel gouvernemental.

« Tous les autres habitants sont des citoyens ouvriers qui sont logés chacun avec leur famille.

« Certaines familles s'y perpétuent depuis près de deux cents ans.

« Les travaux de la campagne, comme ceux des ateliers, s'y font partie à la tâche, partie à la journée.

« On y travaille onze heures par jour, et quelquefois plus, quand il y a presse.

« La manufacture travaille à la fabrication des draps pour les troupes.

« En tête du règlement il y a : « se coucher de bonne heure et se lever matin, c'est fortune, sagesse, santé. »

« Les maîtres et les employés sont les premiers à donner l'exemple, et chacun s'y conforme exactement.

« Les ouvriers ont une caisse tenue par plusieurs d'entre eux et surveillée par un employé.

« Il est fait en faveur de cette caisse une retenue de 1 p. 0/0 sur tous les salaires et sur les honoraires des commis.

« Les chefs ou propriétaires y mettent tous les ans, de leur pur mouvement, une certaine somme.

« Au moyen de ces retenues, on vient au secours de ceux que des maladies mettent dans l'impossibilité de travailler.

« Il est accordé une pension de retraite aux vieillards et aux infirmes.

« Ces retraites sont payées de la cassette particulière des propriétaires.

« Ceux-ci ont le bon esprit de prélever sur leurs bénéfices annuels une certaine somme qui forme un fonds de réserve.

« Mais telle est l'organisation, tel est l'ordre admirable qui règne dans cet établissement, que rarement on a besoin de puiser à ce fonds de réserve, et que ce fonds de réserve, et que ce fonds est presque toujours employé à donner de l'ouvrage à de nombreux travailleurs des communes voisines, dans ce qu'on appelle les mortes-saisons. Ainsi il n'est pas rare de voir cent et cent cinquante hommes, étrangers à la commune, occupés en hiver à défricher de mauvais terrains ou à faire des travaux d'embellissements qui coûteraient infiniment moins en d'autres temps.

« Quant aux habitants de la commune, jamais de la vie aucun n'a souffert la moindre privation.

« Tous sont toujours contents et heureux. Pendant toute la semaine ils travaillent et ils chantent.

« Le dimanche ils prient, ils s'amuse et ils dansent.

« Pour peindre d'un trait les mœurs de cette petite commune, il suffira de dire que le maire, âgé de 89 ans, n'a pas discontinué d'exercer ses fonctions publiques depuis l'empire.

« Et que de temps immémorial aucun habitant n'a donné lieu à aucune plainte quelconque en justice.

« Là tout respire l'ordre, l'économie, le travail.

« Des paresseux, il n'y en a jamais eu, et il n'y en aura jamais, car un des articles du règlement porte que tout individu qui, étant apte au travail, ne gagnera pas de quoi vivre honorablement, sera chassé de l'établissement.

« Il n'y a pas d'exemple qu'on ait eu besoin de recourir à cette disposition réglementaire.

## Etranger.

### ESPAGNE.

On lit dans le correspondant de Madrid, du *Daily-News* :

« M. Bulwer a envoyé au cabinet espagnol une note renfermant des représentations assez sévères au sujet du système d'arbitraires et de violences qui est actuellement en vigueur. « L'Angleterre, dit M. Bulwer, n'a pas la prétention de dicter à des Etats étrangers leur politique intérieure; mais elle ne peut pas assister d'un œil indifférent à ce qui se passe en Espagne ni voir tranquillement compromettre les institutions libérales pour l'établissement desquelles elle a fait de grands sacrifices.

« En conséquence, le gouvernement anglais engage les ministres de la reine Isabelle à revenir à cette marche constitutionnelle dont ils s'éloignent de plus en plus, mettant en danger le trône et le pays. Peut-être, en convoquant les cortès de nouveau pour leur expliquer les motifs qui ont dicté sa conduite, le ministère pourrait-il rendre la tranquillité au pays. Si les ministres persévéraient dans leur ligne de conduite actuelle, qui est le despotisme militaire le moins mitigé, le trône d'Isabelle II perdrait ses titres à l'appui actif de la nation anglaise, et si l'insurrection catalane, non étouffée en faveur du comte de Montemolin, venait à prendre un plus formidable aspect, le gouvernement espagnol ne devrait plus espérer de la part de l'Angleterre une assistance comme celle qu'il en a reçue contre don Carlos. »

« Le ministère espagnol s'est assemblé pour en délibérer. La colère de Narvaez était à son comble. Dans sa réponse, le duc de Sotomayor, au lieu de justifier le cabinet espagnol, a tracé le sombre tableau des misères de l'Irlande, repoussant dans les termes les plus véhéments la prétention de l'Angleterre à intervenir dans les affaires intérieures de la Péninsule. Le duc a engagé les Anglais à se souvenir des chartistes et des

repealers, suffisant pour absorber leur attention au dedans.

« M. Bulwer, dans sa réplique, a dit qu'il n'y avait pas de parallèle entre l'Angleterre et l'Espagne : l'Espagne n'a pas contribué à fonder le trône de la reine Victoria ni à l'empêcher d'être renversé par la guerre, et il n'a pas du tout contribué à l'inauguration de la constitution anglaise; elle n'a pas fait de pacte avec le gouvernement anglais pour le maintien de cette constitution. Donc il n'y a pas de réciprocité à chercher à établir entre les deux pays.

« La réponse du gouvernement espagnol ne satisfait pas le gouvernement anglais. »

### ITALIE.

*Trieste, 13 avril.* — On fortifie les batteries de notre port. Le château a été mis en état de défense et pourvu pour un temps assez long de provisions et de munitions. Ainsi nous pourrions résister à une attaque si le bruit se confirmait que huit vaisseaux sardes se dirigent vers notre port.

— On nous écrit de Milan :

« D'après un journal du soir, du 13, le drapeau tricolore flottait sur deux petits forts de Peschiera; et d'après une correspondance particulière digne de foi, Peschiera aurait été prise d'assaut.

« Samedi soir, un corps franc de 1,200 hommes est parti de Milan pour l'armée. Soldats et volontaires arrivent de toutes parts. Des lettres de Ferrare portent à 15,000 hommes les Romains et les Napolitains réunis et à 12,000 les Toscans, les habitants des Marches et les Romains. Les Toscans ont quitté Modène et Reggio. Le régiment napolitain qui était le 7 à Livourne a pris le chemin de Ferrare. Les armes et les chevaux sont ici hors de prix. On attend sous peu de jours l'arrivée de 1,200 fusils achetés en Angleterre et destinés à armer la garde nationale.

« Les différends entre le gouvernement provisoire de Brescia et le comité central de Milan, qui faisaient espérer aux ennemis de la cause italienne le retour des petites républiques du moyen âge, sont heureusement terminés. Le représentant de Brescia est arrivé ici. Samedi est parti pour Paris le colonel Louis Frapolli, secrétaire au ministère de la guerre, comme chargé d'affaires officieux du gouvernement provisoire central de Lombardie auprès de la République française. Frapolli est un ancien officier, il a longtemps habité la France et compte parmi les géologues les plus distingués de l'école française.

« P. S. Au moment de fermer ma lettre, on répand le bruit de la capitulation de Radetzki. »

### SUISSE.

Le bruit court que le 18 au soir, le vorort a reçu un courrier venant de Coire avec la nouvelle qu'un corps autrichien, parti de Nanders et passant par l'Engadin, était sur le point de forcer le passage à Chiavrine. Si le fait était vrai, le nœud gordien de la neutralité suisse serait tranché, et la France aurait à agir en conséquence.

Le moment va peut-être arriver où la Suisse sera appelée à traiter la question italienne avec toute l'attention qu'elle mérite. La lutte ne paraît pas devoir arriver très-promptement à son terme, ainsi qu'on l'espérait. Il se confirme que l'Autriche ne se dispose pas à quitter volontairement les belles plaines de l'Italie, cette conquête si précieuse pour elle de la force sur le droit, de la complicité des puissances absolues contre la nationalité et l'indépendance des peuples. Tandis que l'Autriche envoie des négociateurs à Milan, elle fait marcher sur l'Italie toutes les troupes qu'elle a pu réunir. La Lombardie ne traitera pas avec l'Autriche tant que ses troupes n'auront pas évacué l'Italie. Reste la guerre avec ses chances diverses, une guerre entreprise pour la défense d'une cause qui nous intéresse de si près, une guerre où notre principe est attaqué.

Ce n'est pas un roi, c'est l'Italie, c'est le peuple italien qui fait appel à la Suisse, à ses voisins. La cause du peuple italien, c'est la nôtre; la lutte est engagée entre le despotisme et la liberté, entre l'oppression et l'indépendance. Si l'Autriche triomphe en Italie, elle aura rétabli les affaires de l'absolutisme, maintenant aux abois. Avec l'Autriche à nos portes, c'en serait fait de la liberté suisse; ce que Metternich n'a pas osé entreprendre l'année dernière, l'Autriche l'oserait pour porter le dernier coup à la liberté helvétique, pour étouffer ce foyer d'anarchie, pour rétablir la domination de tous les Siegwart. Une prétendue neutralité va nous exposer au danger de faire de la Suisse le théâtre de la guerre.

Nous voyons que tous les organes de l'opinion vraiment libérale s'accordent à reconnaître que nous ne pouvons séparer notre cause d'avec celle des peuples qui combattent pour le principe que nous avons proclamé nous-mêmes et au nom duquel nous avons triomphé. Cette opinion sera partagée par l'immense majorité du pays, nous n'en doutons pas; car la Suisse ne veut pas assister les bras croisés à son propre suicide. (La Suisse.)

### ALLEMAGNE.

On dit que dans la nuit du 18 la République a été proclamée à Offenbourg.

A Pesih, il y a eu une révolte ouverte lorsque le régiment de hussards hongrois Ferdinand-d'Est a dû quitter la ville pour se rendre en Italie. Les hussards voulurent se frayer un passage, le sabre à la main; mais le peuple est resté vainqueur.

L'opposition veut que l'Autriche renonce à la Lombardie et concentre de préférence ses troupes sur la frontière de Russie.

Plusieurs magnats slaves de la Hongrie se sont déclarés pour le slavisme démocratique. Une révolution est imminente en Croatie.

### TURQUIE.

Le gouvernement d'Abdul-Medjid a découvert une conspiration réactionnaire. C'est-à-dire que le gouvernement de l'autocrate n'est pas resté étranger à ce mouvement.

Nous donnons la liste définitive du Comité révolutionnaire, telle qu'elle vient de nous être à l'instant même communiquée. Les citoyens qui ont reçu la liste primitive distribuée hier à la Commune de Paris, remarqueront les modifications.

### CANDIDATS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Présentés par le Comité révolutionnaire, composé des délégués de 200 clubs, de toutes les corporations ouvrières, de la garde mobile et de l'armée, siégeant au Palais-National et au Luxembourg.

Adam, corroyeur.  
Albert.  
Et. Arago.  
A. Barbès.  
Hip. Bérard, tailleur.  
Louis Blanc.  
Caussidière.  
Charles, tailleur de pierres.  
Chevassus, tireur d'or.  
Louis Deplanque.  
Drevet, mécanicien.  
Lamennais.  
F. Flocon.  
Ad. Delaire.  
Gautier, dessinateur.  
Griveaud, peintre en décors.  
Guillaumou, cordonnier.  
A. Huber, corroyeur, ex-détenu politique.  
Lagarde, horloger.  
Nap. Lebon.  
Ledru-Rollin.  
Pierre Leroux.  
Malarmé, monteur en bronze.  
Martin Bernard, typographe.  
Montagne, tailleur de limes.  
A. Perdiguer, menuisier.  
F. Lebreton.  
A. Guinard.  
Rédon, chapelier.  
Sobrier.  
Thoré.  
Valerio, scieur (1°).  
Lamartine.  
Dupont (de l'Eure).

### Faits divers.

La garde nationale mobile n'a reçu jeudi que deux drapeaux : l'un a été donné au 1<sup>er</sup> bataillon, l'autre au 25<sup>e</sup> bataillon (garde-marine). Les autres bataillons en recevront chacun un dimanche prochain, selon la promesse qui en a été faite aux commandants par les membres du Gouvernement provisoire.

Les drapeaux de la garde mobile sont semblables à ceux de la ligne et de la garde nationale ordinaire, et portent la même inscription. Le drapeau donné aux gardes-marine seul diffère un peu : sa flamme est parsemée d'ancres. On assure que la marine de la République en recevra de semblables.

— Le château de Meudon, que l'on avait désigné primitivement pour recevoir les invalides civils, n'a pas paru réunir les conditions hygiéniques désirables; on a donc abandonné le projet d'en former une maison de santé.

C'est définitivement à Saint-Cloud que l'établissement sera installé. Le château de Saint-Cloud possède des dépendances et des communs considérables qui peuvent se prêter à cette destination.

— Dans les rangs d'une des légions de la banlieue, le jour de la Fraternité, marchait une femme coiffée du bonnet rouge et portant une écharpe tricolore sur une robe blanche. A côté d'elle flottait une bannière sur laquelle on lisait : « Mère de seize enfants; blessée le 24 février pour la défense de la liberté. »

— Le citoyen Barbès, colonel de la 12<sup>e</sup> légion de la garde nationale, a dit après avoir reçu son drapeau :

« Ma légion est la dernière par l'ordre des numéros; mais elle sera la première au feu quand la République sera menacée! »

— On assure que dix millions de lampions ont été consumés dans l'illumination de jeudi. Paris, jusqu'à une heure du matin, était réellement éclairé à giorno.

— Le citoyen Dewatre vient de nous donner un bel exemple de dévouement. On lit dans le *Journal de Calais* :

« A monsieur le président du Comité électoral républicain.

« Monsieur,  
« Je viens déposer entre vos mains une somme de 100 fr. que je vous prie de faire parvenir au Gouvernement provisoire de la République. Cette modeste offrande est celle d'un homme sincèrement dévoué à l'ordre, à la liberté, à l'égalité et à la fraternité, symbole sublime et divin dont tout bon citoyen ne doit jamais s'écarter.

« Je vous salue fraternellement.

« DEWATRE. »

— On écrit de Lisbonne au *Morning-Post* du 17 :

« 27 lourdes caisses remplies des diamants de la couronne, de vaisselle plate et d'objets précieux appartenant à la couronne et à la nation, ont été embarquées à bord de la flotte anglaise que commande sir Charles Napier. Les dames de la cour ont fait enlever ce qu'elles avaient de précieux pour le cacher chez des amies. Il paraît que dona Maria da Gloria ne paye personne; les gens de service de sa maison ne touchent pas une obole : c'est un épicier du voisinage du palais qui nourrit ces pauvres gens. Il a demandé à la reine d'être remboursé; sur son refus, il s'est adressé au juge de paix. »

— Le club des Campagnards (fondé par les citoyens d'Eure-et-Loir) ouvrira lundi 24 avril, à l'ancienne école normale, rue Saint-Jacques. Il tiendra ses séances les lundi et jeudi de chaque semaine, à sept heures et demie du soir. — Entrée publique.

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Domiette, 2.